

Conférence de Glasgow sur le changement climatique : Lundi 1er novembre 2021

Le Sommet des dirigeants mondiaux a été le point culminant de la journée, avec le coup d'envoi d'une cérémonie inaugurale intitulée « De la Terre à la COP ». Tout au long de la journée, des négociations ont eu lieu sur des questions clés de mise en œuvre, allant de l'article 6 (approches coopératives) aux questions de transparence.

Sommet des dirigeants mondiaux

Cérémonie d'ouverture : De la Terre à la COP : Le Premier ministre britannique Boris Johnson a attiré l'attention sur la gravité de la crise climatique, mettant en garde contre la « colère et l'impatience » des jeunes si la COP 26 devait ne pas livrer l'échelle d'action nécessaire. Il a souligné que des solutions sont réalisables et que le monde développé a la responsabilité de financer l'action climatique dans les pays en développement.

Brianna Fruean, une militante des Samoa, a souligné le pouvoir des mots pour « changer les mondes » et a appelé les dirigeants à « manier de bons mots » suivis d'actions. Elle a mis en exergue le leadership de la jeunesse du Pacifique, ralliée sous le cri « nous ne sommes pas en train de nous noyer, nous sommes en train de nous battre ».

Txai Suruí, une jeune défenseuse de l'Amazonie, a exhorté à mettre fin à « la pollution des mots creux ». Elle a déclaré qu'alors que les gens fermaient les yeux sur la réalité, un de ses amis d'enfance a été assassiné pour avoir protégé des forêts. Elle a appelé à placer les peuples autochtones au centre des décisions de la COP 26.

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré que les récentes annonces d'action climatique pourraient donner l'impression que le monde est sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Qualifiant cela d'illusion, il a averti que si les engagements ne sont pas respectés d'ici la fin de cette COP, les pays doivent revoir leurs plans, pas tous les cinq ans, mais tous les ans, jusqu'à ce que l'objectif 1,5°C soit assuré, que les subventions aux combustibles fossiles prennent fin, que le carbone ait un prix et que le charbon soit progressivement supprimé.

Son Altesse Royale Charles, prince de Galles, a souligné que des trillions de dollars, et non des milliards, sont nécessaires pour créer un avenir durable. Il a déclaré que les dirigeants mondiaux comprennent que le coût de l'inaction est bien plus élevé que le coût de la prévention, et les a exhortés à travailler ensemble pour sauver l'avenir des jeunes.

L'avocat des peuples à la COP 26, Sir David Attenborough, a déclaré que la stabilité du système climatique qui a permis le développement de la civilisation humaine est en train de se briser, exhortant les dirigeants mondiaux à transformer cette tragédie en triomphe en réduisant les concentrations atmosphériques mondiales de dioxyde de carbone.

La Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, a qualifié les déficits du financement de l'atténuation et de l'adaptation « d'immoral et d'injuste ». Elle a appelé à une augmentation annuelle des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international de 500 milliards de dollars par an, pendant 20 ans, pour financer la transition, soulignant qu'un avenir à 2°C est une « condamnation à mort » pour les populations des pays vulnérables.

Un représentant des jeunes du Chili, dans un message vidéo, a exhorté les dirigeants à écouter les jeunes, à prendre en compte les connaissances de la société civile et à travailler localement pour avoir un impact mondial.

Un représentant de la jeunesse égyptienne, dans un message vidéo, a partagé les enseignements de son expérience de travail avec les communautés locales, soulignant les opportunités d'autonomisation économique à travers des initiatives vertes.

L'ambassadeur de la campagne WeThe15, Edward Ndopu, a rappelé aux dirigeants leur pouvoir extraordinaire de changer la trajectoire du monde et les a exhortés à contribuer à garantir un avenir plus sûr pour chaque vie.

Le Premier ministre italien Mario Draghi a appelé la COP 26 à aller plus loin que le G20, appelant à une utilisation intelligente des dizaines de milliards de fonds privés disponibles, et appelant la Banque mondiale et les autres banques multilatérales de développement à partager les risques que le secteur privé ne peut supporter seul.

Les délégués ont visionné une animation vidéo d'un poème écrit par Delphine, huit ans, qui a remporté le concours britannique «Notre planète maintenant».

Elizabeth Wathuti, jeune militante kenyane en faveur du climat et de l'environnement, a rappelé aux dirigeants que leurs décisions à la COP 26 détermineront si oui ou non, les enfants auront de la nourriture et de l'eau.

Déclarations des dirigeants : Le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, a annoncé une allocation de 30 millions de dollars au Fonds d'adaptation en 2022 et un engagement à augmenter son financement climatique de 50 % d'ici 2025, à 1,35 milliard d'euros par an, et à allouer 20 % de ses droits de tirage spéciaux aux pays vulnérables.

Le président des États-Unis, Joseph Biden, a exprimé sa détermination à démontrer que les États-Unis sont non seulement de retour à la table, mais qu'ils donnent également l'exemple. Il

a annoncé la première des États-Unis : une stratégie à long terme pour atteindre des émissions nulles nettes au plus tard en 2050 ; des communications sur l'adaptation ; et une contribution au Fonds de l'adaptation. Il a déclaré son intention de quadrupler le financement climatique américain d'ici 2024. Il a également annoncé le lancement, avec l'UE, du Global Methane Pledge, à travers lequel plus de 70 pays s'engagent à réduire collectivement les émissions de méthane d'au moins 30 % par rapport aux niveaux de 2020, d'ici 2030.

Le président indonésien Joko Widodo a déclaré que le secteur de la foresterie et de l'occupation des sols de son pays, qui contribue à 60 % aux émissions de l'Indonésie, deviendra un puits de carbone net d'ici 2030. Précisant que son pays continuera à mobiliser des financements climatiques et des financements innovants, y compris des obligations vertes, il a demandé quel soutien sera disponible de la part des pays développés pour les pays en développement.

Déplorant que les petits États insulaires subissent les conséquences de l'industrialisation et du changement climatique, et soulignant que la COVID-19 a anéanti 75% de l'industrie touristique de son pays, le président des Seychelles, Wavel John Charles Ramkalawan, a appelé à mettre fin à l'utilisation du statut de revenu comme critère de soutien et à adopter à la place un « indice de vulnérabilité ».

Affirmant que les engagements actuels porteraient le monde à 2,7°C de réchauffement climatique, le président français Emmanuel Macron a appelé à des engagements et des stratégies permettant de réduire l'écart par rapport à l'objectif de 1,5°C avant la clôture de la COP 26. Il a appelé à lier le climat, la biodiversité et les programmes commerciaux, et à ce que les accords commerciaux reflètent les engagements pris en faveur du climat.

Le président du Gabon, Ali Bongo Ondimba, a déclaré que son pays est le pays le plus positif en carbone au monde, qu'il a adopté une loi sur le climat et qu'il soumettra une nouvelle CDN après Glasgow. Il a appelé les grandes économies à soumettre de nouvelles CDN conformes à 1,5°C, a proposé la mise en place d'un « plan Marshall sur le climat » et a exhorté les pays développés à décupler l'objectif collectif de financement climatique au-delà de 2025 pour répondre aux besoins des pays en développement.

La chancelière allemande, Angela Merkel, a reconnu la responsabilité des pays développés de diriger l'action climatique. Elle a assuré que les pays développés atteindraient l'objectif de 100 milliards de dollars d'ici 2023 et que l'Allemagne augmenterait son financement climatique à 6 milliards d'euros par an d'ici 2025. Elle a également souligné la nécessité d'une tarification du carbone.

Le Premier ministre jamaïcain Andrew Michael Holness a exhorté tous les pays à agir de manière responsable avec l'ambition de préserver la planète pour les générations actuelles et futures. Il a déclaré que pour les petits États insulaires, le financement est essentiel à l'action climatique, en particulier pour les pertes et les dommages.

Le président du Kenya, Uhuru Kenyatta, a souligné le lien entre le changement climatique et la sécurité, mettant en exergue l'impact des événements météorologiques extrêmes sur le continent africain. Il a déclaré que le Kenya « fait sa juste part », soulignant les attentes de la COP 26 en matière d'ambition, de financement, de l'adaptation, de couverture des pertes et des dommages, et de mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Le Premier ministre des Fidji, Josaia Voreqe Bainimarama, a déclaré que le monde était en train de perdre la course vers le zéro net et a exhorté les pays très polluants à réduire de moitié leurs émissions d'ici 2030. Il a souligné que l'existence des pays de

plaine et des pays insulaires n'est pas négociable et que les parties ont l'obligation de protéger l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

La Premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, a souligné que tous les grands émetteurs doivent soumettre et mettre en œuvre des CDN ambitieux et que les pays développés doivent tenir leurs promesses financières. En tant que présidente du Climate Vulnerable Forum, elle a appelé à un « pacte d'urgence climatique ».

Le Premier ministre du Canada Justin Trudeau a rappelé la dévastation dans le village de Lytton en raison des incendies de forêt. Il a qualifié la trajectoire de tarification du carbone de son pays comme l'une des plus ambitieuses au monde et a appelé tout le monde à travailler ensemble et à intensifier les efforts.

Le président bolivien Luis Arce Catacora a dénoncé le « colonialisme du carbone » et le capitalisme vert, appelant à un changement de paradigme dans les systèmes économiques et sociaux pour défendre la Terre Mère. Il a souligné le principe des responsabilités communes mais différenciées (RCMD) et de la responsabilité historique, exhortant les pays développés à montrer l'exemple.

Le président coréen Jae-in Moon a présenté ses promesses de réduire les émissions de 40 % par rapport aux niveaux de 2018 d'ici 2030, de rejoindre le Global Methane Pledge et de favoriser la coopération en matière de restauration des forêts. Il a proposé un engagement régulier des jeunes dans la prise de décision climatique.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a déclaré que les militants ont raison d'exiger davantage et que les dirigeants ont le devoir de ne pas être pris de court.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a souligné la nécessité d'engagements forts pour réduire les émissions d'ici 2030, d'un cadre de règles solide pour faire des marchés mondiaux du carbone une réalité et d'un financement climatique accru.

Le Premier ministre indien, Narendra Damodardas Modi, a annoncé cinq nouveaux objectifs : augmenter la capacité énergétique des combustibles non fossiles à 500 gigawatts d'ici 2030 ; satisfaire 50 % des besoins énergétiques à partir de sources renouvelables d'ici 2030 ; réduire 1 milliard de tonnes d'émissions de carbone d'ici 2030 ; réduire l'intensité carbone de 45 % d'ici 2030 ; et atteindre zéro émission nette d'ici 2070. Citant la nécessité de faire correspondre le financement avec une ambition croissante, il a exhorté les pays développés à fournir 1 000 milliards de dollars de financement climatique dès que possible et a proposé de mettre en place un système de suivi du financement climatique pour faire pression sur les pays qui n'ont pas respecté leurs engagements financiers.

SBSTA

Questions relatives à l'article 6 de l'Accord de Paris : Dans le groupe de contact, les travaux ont commencé sur les trois sous-articles. Le président du SBSTA, Tosi Mpanu Mpanu, a indiqué que les parties en sont à leur sixième année de négociations sur la mise en œuvre de l'article 6 et a fait référence aux travaux techniques approfondis effectués en 2021. Il a attiré l'attention sur un document d'options publié avant la COP pour aider les parties à naviguer dans les questions non résolues restantes. Il a déclaré que même si un paquet équilibré est à portée de main, un engagement et un compromis restent nécessaires. Il a annoncé une proposition visant à publier une nouvelle itération du projet de texte dans la matinée du mardi 2 novembre, et une deuxième itération avant le groupe de contact de clôture, le samedi 6 novembre.

Lors de consultations informelles, le co-facilitateur Hugh Sealy (Barbade) a décrit l'approche proposée et les attentes, notamment : s'assurer que chaque voix et chaque position seront entendues, y

compris par les participants virtuels ; et continuer à travailler sur la base des trois séries de projets de textes de Madrid. Il a expliqué que les nouveaux textes indiqueront où les parties ne se sentent pas à l'aise avec les troisièmes itérations du texte de Madrid, et intégreront les nuances et les options qui ont émergé dans les dialogues depuis Madrid. Il a indiqué que le président du SBSTA tiendrait une réunion des chefs de délégation, mardi, pour entendre les points de vue initiaux, suivie de nouvelles consultations non officielles. Il a invité des points de vue sur : les attentes spécifiques ; les questions qui n'ont pas été abordées explicitement depuis Madrid ; et les domaines où il est possible d'accommoder des positions opposées et des « paquets » émergents.

Les Parties ont exprimé leur soutien à la publication d'un texte révisé. Un groupe de pays en développement a exprimé sa préférence pour utiliser principalement les première et deuxième itérations de Madrid du projet de texte, notant que toutes les positions y sont bien saisies.

De nombreux groupes ont appelé à traiter davantage l'intégrité environnementale dans le cadre des directives de l'article 6.2 (Résultats d'atténuation transférés au niveau international). De nombreux groupes ont également appelé à un certain niveau de parité entre les règles de l'article 6.2 et celles de l'article 6.4 (mécanisme), y compris en ce qui concerne l'intégrité environnementale, l'additionnalité de base et la comptabilité. Beaucoup ont appelé à éviter le double comptage.

Certains ont souligné la nécessité pour l'article 6 de contribuer à l'objectif de 1,5°C. Répondant à la déclaration d'un autre groupe, selon laquelle il jugerait tout texte en fonction de sa contribution à l'ambition, un groupe a demandé l'ambition de quelle entité cela mesurerait et a appelé à une « ambition équitable » et à un texte équilibré. Un groupe de pays en développement a appelé à l'inclusivité dans l'intégration des CDN avec des politiques et des mesures et dans la fourniture d'orientations, y compris pour les mesures non liées aux GES.

De nombreux pays en développement ont appelé à un programme de renforcement des capacités pour permettre la préparation à l'opérationnalisation de l'article 6, un groupe suggérant d'inclure cela dans la décision de couverture de l'article 6.

De nombreux pays, tant développés qu'en développement, ont appelé à refléter les droits humains et les droits des peuples autochtones dans le texte.

Certains ont attiré l'attention sur la nécessité d'un équilibre entre les trois « mécanismes » de l'article 6, une partie affirmant que « peu ou rien n'a été fait sur l'article 6.8 (mécanismes non commerciaux) ».

Les Parties et les groupes ont également appelé, entre autres : à définir le rôle et le processus de l'équipe d'examen de l'Article 6 ; l'égalité de traitement des parts du produit au titre des instruments des articles 6.2 et 6.4 ; l'utilisation illimitée des crédits Kyoto pré-2020 sous l'article 6.4 ; la transition de toutes les méthodologies du Mécanisme de développement propre vers la version 6.4 ; la garantie de l'inclusivité et de la convivialité du marché pour améliorer l'atténuation globale des émissions mondiales ; les garanties ; et les délais pour l'achèvement du programme de travail de l'article 6. Ils ont également exprimé divers points de vue sur l'additionnalité de base.

Concernant les « paquets », un groupe a décrit trois rubriques : l'ambition, la comptabilité et la finance.

Les interventions se sont poursuivies en consultations non officielles dans l'après-midi.

Questions méthodologiques dans le cadre de l'Accord de Paris : tableaux communs de présentation des rapports d'inventaire nationaux : des consultations non officielles ont été co-moderées par Helen Plume (Nouvelle-Zélande), qui a suggéré de discuter d'abord de la structure et du contenu des

tableaux avant de passer aux dispositions de souplesse et de finaliser les tableaux en vue de l'inclusion dans un projet de décision. Certaines parties ont noté que l'affinement de 2019 des directives de 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre n'a pas été discuté par la CMA, qu'il n'a pas de statut juridique et qu'il se situe en dehors du champ d'application des modalités, procédures et directives (MPD) pour un cadre de transparence accrue. D'autres ont noté que plusieurs pays utilisent déjà l'affinement de 2019, notamment en ce qui concerne l'hydrogène et le biochar, et qu'ils devraient pouvoir continuer à le faire car cela améliore l'exhaustivité de leurs rapports, un pays soulignant que l'application de l'affinement de 2019 n'implique pas nécessairement des changements à la structure des tableaux. Certains pays en développement ont déclaré que les parties devraient déterminer elles-mêmes comment les dispositions relatives à la souplesse sont présentées dans les tableaux de sortie. Plume a invité les parties à soumettre leurs observations par écrit, précisant que le Secrétariat les compilera et les diffusera pour éclairer les discussions futures.

Formats de tableaux communs sur le soutien fourni, mobilisé, nécessaire et reçu : Lors de consultations non officielles, co-moderées par Seyni Nafo (Mali) et Karima Oustadi (Italie), les délégués ont discuté des liens entre les tableaux sur le soutien financier et ceux sur le renforcement des capacités et le transfert de technologie. Plusieurs ont souligné la nécessité d'éviter le double comptage. Beaucoup ont souligné l'utilité d'avoir des tableaux récapitulatifs, y compris pour fournir un aperçu des parts de financement pour l'atténuation et l'adaptation et les proportions des différents instruments financiers. Un groupe de pays en développement a demandé que les tableaux récapitulatifs donnent une vue d'ensemble sur une échelle décennale. D'autres ont noté que les tableaux récapitulatifs sont « bons à avoir » mais qu'ils ne sont pas obligatoires dans les MPD, plusieurs soulignant que ces tableaux devraient être remplis automatiquement. Concernant les années de rapport, plusieurs orateurs ont souligné l'importance de différents tableaux par année fiscale ou civile pour permettre de suivre les progrès des engagements annuels, tandis que d'autres ont souligné le besoin de mesure de souplesse pour rendre compte du soutien nécessaire sur une base biennale. Les co-facilitateurs élaboreront une note non officielle, en s'appuyant sur les discussions de la session, les discussions intersessions et les soumissions des parties, y compris une récente soumission conjointe de l'AILAC et de l'AOSIS.

Travaux conjoints de Koronivia sur l'agriculture : Lors de consultations non officielles, les co-facilitateurs Milagros Sandoval (Pérou) et Philip Blackwell (Irlande) ont noté le temps limité pour terminer les trois mandats du groupe à examiner : trois rapports d'atelier en suspens ; les éléments à rapporter à la COP 26 sur le travail accompli au cours des trois années écoulées depuis l'approbation de la feuille de route de Koronivia ; et les futurs sujets à prendre en considération. Sandoval a souligné les « notes de non-statut » dans lesquelles les co-facilitateurs ont saisi la diversité des idées entendues et ont invité les réactions des parties. Certaines parties ont suggéré de rationaliser les trois mandats ; d'autres n'étaient pas d'accord. L'un d'eux a noté, sans la préciser, « une lacune qui doit être comblée de manière très délicate » et a demandé des temps de discussion plus longs. Des réunions informelles informelles se tiendront sur ces sujets.

SBI

Plans nationaux d'adaptation (PAN) : Lors de consultations informelles co-moderées par Pepetua Latasi (Tuvalu) et Jens Fugl (Danemark), les parties ont discuté des mandats pour : élaborer des actions pour la prochaine évaluation des progrès dans le processus de formulation et de mise en œuvre des PAN, à venir avant 2025 ; et examiner les informations du Comité d'adaptation et du Groupe d'experts des PMA (LEG), y compris sur les lacunes

et les besoins et la mise en œuvre des PAN. Les parties ont discuté de la question de savoir si le soutien à l'adaptation doit inclure le soutien à la mise en œuvre des PAN, et pas seulement leur formulation. Certains pays en développement ont déploré la lourdeur du processus d'accès au financement, notamment via le Fonds vert pour le climat. Les parties ont convenu que la note non officielle des co-facilitateurs de la session du SBI de juin 2021 est un point de départ utile aux co-facilitateurs pour produire un projet de texte, mais les points de vue ont divergé sur la question de savoir si le projet de texte devrait inclure des points sous la rubrique « autres questions soulevées qui dépassent la portée de cet article. Deux autres consultations non officielles se tiendront.

MIV : Au cours de consultations non officielles, co-modérées par Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago) et Cornelia Jaeger (Autriche), de nombreux appels ont été lancés pour une décision opérationnalisant le Réseau de Santiago sur les pertes et dommages. Plusieurs groupes de pays en développement ont avancé des idées pour opérationnaliser le réseau dans une décision à transmettre à la fois à la COP et à la CMA. Ceux-ci comprenaient des mécanismes pour identifier la gamme, la qualité et le type d'assistance technique disponible par divers organismes opérant à différentes échelles, et des mécanismes de coordination pour aider les pays en développement à identifier leurs besoins en matière de pertes et de dommages. Le financement des pertes et dommages, en particulier des événements à évolution lente, a été mobilisé par plusieurs groupes de pays en développement. Certains pays développés ont suggéré de tirer parti du pouvoir fédérateur du Réseau, tandis qu'un autre a déclaré qu'il devrait en faire davantage. Des consultations non officielles se tiendront pour se concentrer sur le Réseau.

Mandat du Groupe consultatif d'experts (GCE) et les rapports de 2020 et 2021 : Des consultations non officielles ont été co-modérées par Gertraud Wollansky (Autriche) et Sin Liang Cheah (Singapour). Un pays en développement a demandé du temps pour entendre le GCE, en particulier pour discuter du rapport sur les besoins de renforcement des capacités en matière d'élaboration des communications nationales et des rapports de mise à jour biennaux, qui, selon l'orateur, devraient éclairer les délibérations sur les orientations du GCE. Certains pays développés ont noté que les discussions devraient également porter sur la composition du GCE, soulignant les termes de référence « oubliés à tort » des parties non visées à l'annexe I en Europe de l'Est. Wollansky a indiqué que la prochaine session de consultations non officielles se concentrerait sur l'audition des points de vue des parties et sur la recherche d'un mandat pour que les co-facilitateurs élaborent un projet de texte sous leur responsabilité.

Calendriers communs : La présidente du SBI, Marianne Karlsen (Norvège), a modéré des consultations non officielles qui ont entendu les points de vue des parties sur, entre autres : les préférences d'options de calendrier ; les préférences de période de mise en œuvre des CDN ; et les dates de fin de mise en œuvre pour la prochaine série de CDN. Tous ont souligné la nécessité d'adopter une décision à la CMA 3 sur cette question, et beaucoup ont noté que la note non officielle de la présidente du SBI de juin 2021 contient des éléments utiles pour le projet de texte de décision.

Un certain nombre de groupes, contrés par certains, ont souligné la nécessité d'un calendrier unique pour tous les pays. Beaucoup ont appelé à des discussions ministérielles pour parvenir à un accord, un groupe identifiant la question dans le cadre du « paquet complet ».

Les Parties ont convenu de mandater Karlsen pour produire un projet de conclusions et un projet de décision reflétant les options contenues dans la note non officielle et toute autre contribution reçue des Parties. Les consultations se poursuivront.

Mise au point et transfert de technologies : alignement entre les processus relatifs à l'examen du Centre et réseau de technologies climatiques (CRTC) et l'évaluation périodique du mécanisme technologique : Des consultations non officielles ont été co-modérées par Elfriede-Anna More (Autriche) et Stella Gama (Malawi). Les discussions des délégués ont été éclairées par une note non officielle des co-facilitateurs comportant quatre options. Plusieurs parties et groupes ont exprimé leur préférence pour le maintien de processus autonomes pour l'examen du CRTC et l'évaluation périodique du mécanisme technologique dans le cadre de la COP et de la CMA, mais en alignant leur périodicité. Ils ont indiqué que cette option s'aligne sur les éléments convenus d'efficacité, d'efficience, de complémentarité et d'évitement de la duplication des travaux. Un groupe de pays en développement a proposé de reporter cet article de l'ordre du jour à de futures réunions pour gagner du temps. Deux pays développés ont soutenu l'option de maintenir des processus autonomes sans aucun alignement, soulignant leur préférence pour la clôture de cet article, contrés par une partie qui a fait état d'un mandat d'examiner l'alignement entre les deux processus. Les co-facilitateurs élaboreront un projet de texte pour des consultations ultérieures.

Dans les couloirs

Les coutures des tentes reliant les bâtiments sur le site se sont tendues lorsqu'une ruée de délégués et de médias est arrivée pour le Sommet des dirigeants mondiaux. Rarement un lieu de COP s'est senti aussi plein et presque chaotique, sans doute en raison de la vivacité restreinte que beaucoup ont menée durant la pandémie. À l'extérieur, les files d'attente pour entrer étaient également bondées. De nombreux participants ont dû faire la queue pendant deux heures pour entrer sur le site, ce qui a donné lieu, à l'intérieur du site, à des comparaisons avec Copenhague et les retards accusés dans le démarrage de ses négociations officielles. Néanmoins, ici, parallèlement aux discours des dirigeants, les négociations ont véritablement démarré, avec de nouvelles itérations du projet de texte sur plusieurs questions promises à une livraison rapide.

Nonobstant l'agitation dans les couloirs, l'accès des observateurs aux négociations est resté restreinte. L'un des heureux observateurs munis d'un billet d'entrée a exprimé sa frustration que « peu de nouveautés ont été annoncées ». L'Inde et la Thaïlande ont annoncé de nouveaux objectifs zéro nets. La République de Corée a déclaré qu'elle augmenterait l'ambition de sa CDN et les États-Unis ont annoncé leur stratégie à long terme vers le zéro net. De nombreux dirigeants de pays en développement ont appelé à une livraison rapide des financements promis de longue date – le Premier ministre Modi a estimé le chiffre à un billion, dès que possible. Hormis les annonces de l'Espagne et des États-Unis sur de nouvelles contributions au Fonds d'adaptation, peu d'argent frais a été annoncé. On ne sait toujours pas comment, ou si, les paroles des dirigeants influenceront les négociations à venir.

Les négociateurs s'attendaient à beaucoup, beaucoup plus de mots car ils s'attendaient à une fin de soirée pour se pencher sur les nouveaux projets de textes sur l'article 6 et sur la question des pertes et dommages. Après avoir échangé des points de vue sur l'article 6 pendant 48 heures au total en 2021, malgré les contraintes de la pandémie, la plupart des négociateurs semblaient déterminés à « se mettre au travail et montrer au monde qu'ils sont là pour livrer ».